

DÉPARTEMENT  
TARN ET GARONNE

ARRONDISSEMENT  
DE  
CASTELSARRASIN

COMMUNE DE MOISSAC

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

REÇU À LA  
SOUS-PRÉFECTURE LE

17 DEC. 2014

CASTELSARRASIN - 82

EXTRAIT  
DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

**L'AN DEUX MILLE QUATORZE LE 15 décembre (15/12/2014)**

Le Conseil municipal de la Commune de Moissac étant réuni au lieu ordinaire de ses séances, après convocation faite le 9 décembre, sous la présidence de Monsieur HENRYOT Jean-Michel, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes :

**ÉTAIENT PRÉSENTS:** M. Jean-Michel HENRYOT, **Maire**,

Mme Colette ROLLET, M. Daniel BOTTA, Mme Maïté GARRIGUES, M. Michel CASSIGNOL, Mme Maryse BAULU, M. Jean-Luc HENRYOT, Mme Muriel VALETTE, M. Daniel CALVI, M. Jérôme VALETTE, **Adjoint**,

Mme Anne-Marie SAURY, Mme Pierrette ESQUIEU, M. Pierre FONTANIE, Mme Eliette DELMAS, Mme Christine HEMERY, M. Maurice ANDRAL, Mme Fabienne MAERTEN, Mme Sabine AUGÉ, M. Jean-Luc GARRIGUES, M. Mathieu RICHARD, M. Pierre GUILLAMAT, M. Gilles BENECH, Mme Marie CASTRO, Mme Valérie CLARMONT, M. Gérard VALLES, Mme Christine FANFELLE, M. Franck BOUSQUET, Mme Marie-Claude DULAC, M. Patrice CHARLES, **Conseillers Municipaux**

**ÉTAIENT REPRÉSENTÉS :**

Mme Michèle AJELLO DUGUE (représentée par M. Michel CASSIGNOL), M. Michel PIRAME (représenté par Mme Pierrette ESQUIEU), Mme Fabienne GASC (représentée par Mme Maïté GARRIGUES), **Conseillère Municipale**.

**ÉTAIT EXCUSE :**

M. Aïzen ABOUA, **Conseiller Municipal**

Mme Daniel CALVI est nommé secrétaire de séance.

**21 – 15 Décembre 2014**

**MARCHE COUVERT – CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC DE LA COMMUNE A INTERVENIR AVEC LES OCCUPANTS DES LOGES**

Rapporteur : M. VALETTE

**Vu** l'arrêté municipal portant règlement du marché couvert n° A.M. PM n° 2014-259

**Considérant** que le Marché Couvert appartient au domaine public de la Commune, Monsieur Le Maire informe l'Assemblée Communale qu'il y a lieu de conclure une convention d'occupation du domaine public de la Commune avec chaque commerçant occupant une ou plusieurs loges sous le marché couvert.

La convention est conclue pour une durée d'une année civile.

Après en avoir donné lecture, Monsieur le Maire soumet les termes de ladite convention au vote du Conseil Municipal,

**Le Conseil Municipal,  
Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,**

**FAIT SIENNE** la proposition de Monsieur Le Maire.

**APPROUVE** les termes de la Convention portant occupation du domaine public.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à la revêtir de sa signature.

Pour copie conforme  
Moissac le 16 décembre 2014  
Le Maire,



Jean-Michel HENRYOT

Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal de TOULOUSE dans un délai de 2 mois à compter

De la transmission en préfecture le :

De sa publication et/ou notification le :

# CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

REÇU À LA  
SOUS-PRÉFECTURE LE

17 DEC. 2014

Entre :

La commune de MOISSAC, sise 3 Place Roger Delthil – 82200 MOISSAC, prise en la personne de son maire en exercice Monsieur Jean-Michel HENRYOT dûment habilité par la délibération n° du conseil municipal du , domicilié audit siège en cette qualité  
Ci-après dénommée « **la Commune** »

D'une part,

Et

« XXXXX » dont le siège social est situé ■, prise en la personne de ■ son représentant légal, domicilié audit siège en cette qualité  
Ci-après dénommé « **l'occupant** »

D'autre part,

**Ci-dessous dénommées collectivement les parties ou individuellement la partie.**

## **PREAMBULE :**

La présente convention est régie par les textes relatifs au domaine public communal (Code Général de la propriété des personnes publiques), le règlement du marché couvert. La législation sur les baux commerciaux n'est pas applicable.

## **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités par lesquelles la Commune autorise, sous le régime des occupations temporaires du domaine public, l'occupant à occuper, à titre précaire et révocable les emplacements définis à l'article 4 ainsi qu'à l'annexe « plan et descriptif des lieux mis à disposition » des présentes afin de lui permettre d'exercer son activité.

## **ARTICLE 2 : DUREE**

### 2.1. Entrée en vigueur

La présente convention est conclue pour une durée d'une année civile à compter de la signature par les parties des présentes.

En cas de signature à des dates différentes, la dernière date est considérée entre les parties comme la date de signature effective de la convention.

### 2.2. Reconduction

La présente convention est reconduite par période annuelle civile, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties respectant un préavis de 3 mois, notifiée par lettre recommandée avec avis de réception.

### 2.3. Avenant

La présente convention ne pourra être modifiée que par voie d'avenant écrit, signé par les représentants de la commune et de l'occupant habilités à cet effet.

Cet avenant, après signature par les représentants de la Commune et de l'occupant, prévaudra sur les dispositions de la présente convention.

### **ARTICLE 3 : MISE A DISPOSITION**

#### **Article 3.1. Régime de domanialité publique**

La présente convention est conclue sous le régime de l'occupation temporaire du domaine public.

En conséquence, l'occupant ne pourra, en aucun cas, se prévaloir à l'expiration de la convention d'une quelconque réglementation susceptible de lui conférer un droit au maintien des lieux.

#### **Article 3.2. Les lieux mis à disposition**

L'occupant est autorisé à occuper les lieux dont l'emplacement est précisé à l'annexe « plan et descriptif des lieux mis à disposition » des présentes.

L'occupant s'engage à maintenir les lieux en bon état d'entretien. L'occupant devra s'abstenir de tout ce qui pourrait troubler la tranquillité ou la sécurité des lieux mis à disposition ou nuire à leur bonne tenue.

#### **Article 3.3. Destination des lieux mis à disposition**

Les lieux sont mis à disposition aux seules fins de l'exercice par l'occupant de son activité de

La loge occupée doit exclusivement servir à l'exposition, l'étalage et la vente des marchandises pour lesquelles elles ont été attribuées.

En aucun cas, elle ne peut servir de dépôt, de passage ou rester inoccupée, même partiellement.

Les lieux mis à disposition sont strictement destinés à la réalisation de l'activité pour laquelle ils ont obtenu l'autorisation d'occuper. Toute autre destination est interdite.

### **ARTICLE 4 : DESCRIPTION DU BIEN :**

N° de loge :

Désignation : m<sup>2</sup> -

Nature de l'activité :

### **ARTICLE 5 : ETAT DES LIEUX :**

L'occupant déclare avoir une parfaite connaissance desdits lieux et les accepter en l'état, renonçant à réclamer une réduction de redevance, indemnité pour quelque motif que ce soit, notamment en cas d'erreur, défaut, non-conformité des lieux avec une réglementation quelconque.

Lors de la mise à disposition effective et à la sortie des lieux, un état des lieux sera établi contradictoirement entre la Commune et l'occupant, ce document sera joint en annexe.

L'occupant devra laisser en permanence, les lieux en bon état d'entretien et de propreté. La Ville se réserve le droit de réclamer le rétablissement de tout ou partie des lieux dans leur état initial (exécution matérielle des travaux nécessaires aux frais de l'occupant ou une indemnité pécuniaire).

### **ARTICLE 6: MODALITES D'EXPLOITATION :**

Les modalités d'utilisation et d'exploitation des loges sont précisées dans la présente convention ainsi que dans le règlement intérieur du marché couvert.

A cet égard, l'occupant est tenu de respecter le règlement intérieur dans son intégralité. Ce dernier est réputé en avoir pris connaissance.

La Commune se réserve le droit d'entreprendre des poursuites pour inexécution du règlement intérieur ainsi que de la présente convention et se réserve le droit de disposer de la loge, comme il est prévu dans les présentes.

#### **ARTICLE 7 : REDEVANCE :**

L'occupation de la loge donne lieu au paiement d'un abonnement dont le montant est fixé au m<sup>2</sup> par délibération du conseil municipal et révisé annuellement.

Pour information, pour l'année 2015, le montant est fixé à :

**Xxxx m<sup>2</sup> x 15.79 € = yyyy**

Les modalités de paiement sont indiquées dans le règlement intérieur du marché couvert.

Si pour un motif quelconque, un occupant venait à abandonner sa loge en cours de la convention d'occupation du domaine public, les sommes versées ne feront pas l'objet d'un remboursement.

#### **ARTICLE 8 : ASSURANCES – RECOURS**

L'occupant atteste avoir souscrit une police d'assurance auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable et établie en France couvrant l'intégralité des risques locatifs ainsi que pour toutes les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile professionnelle, délictuelle et/ou contractuelle du fait de dommages corporels, matériels et immatériels causés à la commune et à tout tiers dans le cadre de l'exécution de la présente convention.

À ce titre, l'occupant s'engage à acquitter les primes et cotisations afférentes à ladite police d'assurance et de manière générale, à respecter l'ensemble des obligations, afin de couvrir l'ensemble des activités relatives à la présente convention.

L'occupant devra être en mesure de présenter, sur simple demande de la Commune, une attestation datée et signée de son assureur justifiant une assurance de responsabilité civile professionnelle, dont les primes sont à sa charge, couvrant les dommages corporels, matériels et immatériels. Cette attestation précisera le montant et l'étendue de la garantie, ainsi que la période de validité des couvertures souscrites.

Une copie de la police d'assurance du titulaire de la loge sera transmise à la Commune chaque année.

L'occupant renonce et s'engage à faire renoncer par ses assureurs à tout recours et toute mise en cause contre le propriétaire, excepté en cas de faute lourde et intentionnelle.

Par ailleurs, il est précisé que la Commune pourra exercer un recours contre le titulaire de la loge.

#### **ARTICLE 9 : CARACTERE PERSONNEL DE L'OCCUPATION**

L'occupant s'engage à occuper personnellement et sans discontinuité les lieux mis à sa disposition.

L'occupant s'interdit de concéder ou sous-louer les lieux mis à disposition sauf accord préalable exprès de la Commune.

#### **ARTICLE 10 : FIN D'OCCUPATION - RESILIATION**

L'occupant pourra demander à la Ville la résiliation de l'autorisation qui lui aura été accordée par le présent contrat mais il devra présenter sa demande 3 mois au moins avant son départ, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à la Ville, qui l'acceptera, étant entendu que cette mesure ne saurait donner lieu à une indemnité au profit de l'occupant.

En sus des clauses de résiliation évoquées ci-avant, et ne donnant pas droit à indemnisation, la Ville se réserve le droit de résilier la présente convention, et ce, pour tout motif d'intérêt général ainsi que toute atteinte à l'ordre public.

La dénonciation de la convention par anticipation interviendra sans préavis pour des impératifs d'utilisation de l'espace, pour des nécessités publiques ou des aménagements publics dont la réalisation ferait apparaître des contraintes de temps en matière de sécurité ou hygiène publique notamment.

L'ensemble des cas de résiliation prévus dans le règlement intérieur sont applicables.

#### **ARTICLE 11 : FRAIS, IMPOTS ET TAXES**

L'occupant acquittera tous impôts, taxes et notamment TVA pouvant résulter de l'application de la présente convention.

Par ailleurs, l'occupant est tenu de s'acquitter des frais à sa charge tels que prévus dans le règlement intérieur.

#### **ARTICLE 12 : CESSION**

Toute cession de la présente convention ne pourra s'effectuer qu'après accord préalable et exprès de la commune.

#### **ARTICLE 13 : BONNE FOI**

Les parties conviennent d'exécuter leurs obligations avec une parfaite bonne foi.

#### **ARTICLE 14 : AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES, LEGALES, REGLEMENTAIRES**

Les parties s'engagent respectivement à disposer de l'ensemble des autorisations légales, réglementaires et administratives nécessaires à l'exécution des présentes, étant précisé que chaque partie fera son affaire personnelle pour l'obtention des autorisations exigées par la réglementation en vigueur.

Les parties s'engagent à collaborer pour la réalisation de nouvelles autorisations légales et administratives et pour toutes modifications d'autorisations déjà réalisées.

#### **ARTICLE 15 : TOLERANCE**

Les parties conviennent réciproquement que le fait pour l'une des parties de tolérer une situation n'a pas pour effet d'accorder à l'autre partie des droits acquis.

De plus, une telle tolérance ne peut être interprétée comme une renonciation à faire valoir les droits en cause.

**ARTICLE 16 : SINCERITE**

Les parties déclarent sincères les présents engagements.

À ce titre, elles déclarent ne disposer d'aucun élément à leur connaissance qui, s'il avait été communiqué, aurait modifié le consentement de l'autre partie.

**ARTICLE 17 : INDEPENDANCE DES PARTIES**

Les parties reconnaissent agir chacune pour leur propre compte comme des parties indépendantes l'une de l'autre.

La présente convention ne constitue ni une association, ni une franchise, ni un mandat donné par l'une des parties à l'autre partie.

Aucune des parties ne peut prendre un engagement au nom et pour le compte de l'autre partie.

En outre, chacune des parties demeure seule responsable de ses actes, allégations, engagements, prestations, produits et personnels.

**ARTICLE 18 : SURVIVANCE**

Les clauses déclarées comme survivantes après la fin de la convention, quelles que soient les modalités de cessation telles qu'arrivée du terme ou rupture contractuelle, continuent à s'appliquer jusqu'au terme de leur objet particulier. Il en est ainsi notamment des clauses de responsabilité, propriété et de confidentialité.

**ARTICLE 19 : TITRES**

En cas de difficultés d'interprétation résultant d'une contradiction entre l'un quelconque des titres figurant en tête des clauses et l'une quelconque des clauses, les titres seront déclarés inexistants.

**ARTICLE 20 : NULLITE**

Si une ou plusieurs stipulations de la présente convention sont tenues pour non valides ou déclarées comme telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision passée en force de chose jugée d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée.

**ARTICLE 21 : INTEGRALITE**

La présente convention exprime l'intégralité des obligations des parties.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés ou remis par les parties ne pourra s'intégrer à la présente convention.

**ARTICLE 22 : CONCILIATION**

En cas de litige individuel ou collectif ou au cas d'infraction au règlement intérieur et sauf urgence, la Commission Paritaire des Marchés sera appelée à donner son avis.

Cette même commission sera également consultée de plein droit avant toute modification du présent règlement.

En ces circonstances, la Commission est composée des membres de la Commission Commerce et Marchés, du chef de poste de la police municipale, du placier, un représentant des loges, un représentant des producteurs abonnés du marché de plein vent, et un

représentant des commerçants sédentaires en activité, désignés par leurs pairs, suivant les modalités qu'ils auront eux-mêmes arrêtées.

Les avis rendus ne lient, en aucune façon l'autorité municipale à qui appartient la décision.

**ARTICLE 23. DOMICILIATION**

Pour l'exécution de la présente convention et sauf dispositions particulières, les parties conviennent de s'adresser toute correspondance à leur siège social et domiciliation respectif.

**ARTICLE 24 : LISTE DES ANNEXES**

Les annexes de la présente convention sont les suivantes :

- Annexe 1 : plan et descriptif des lieux mis à disposition ;
- Annexe 2 : état des lieux ;
- Annexe 3 : règlement intérieur ;
- Annexe 4 : composition de la commission Commerce et Marchés ;
- Annexe 5 : composition de la commission paritaire.

Fait à Moissac  
En deux exemplaires originaux

Pour la Commune

Nom \_\_\_\_\_

Qualité \_\_\_\_\_

Date \_\_\_\_\_

Signature \_\_\_\_\_

Pour l'occupant

Nom \_\_\_\_\_

Qualité \_\_\_\_\_

Date \_\_\_\_\_

Signature \_\_\_\_\_